

LES **CAHIERS**
DE L' **HISTOIRE**
DE LA METALLURGIE



Publication de l'Institut cgt d'Histoire Sociale de la Métallurgie

Comprendre le passé pour aller de l'avant !



Ceci est notre premier bulletin aux adhérents. C'est ensemble qu'il nous faut l'améliorer, toutes vos remarques seront prises en compte.

La rédaction

Les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie
263 rue de Paris - case 433
93514 Montreuil cédex
Tél. 01.48.18.23.94
Fax : 01.48.59.80.66
<http://www.ftm-cgt.fr>
e-mail : ftm.cgt.ihs@wanadoo.fr
Imprimé par nos soins.

N° 0

Juin 2001

Sommaire

Edito	P.1
Biographie	P.2
L'agenda	P.3
Nous avons recut	P.4

Les dossiers de l'IHS
"Les Grèves du Creusot"
Paginés de I à IV

La Commune	P.5
La vie de IHS	P.6
Nos archives	P.7
Fiche pratique	P.8

Maquette et rédaction:
H Doucet, JP Elbaz

EDITIO

L' Institut d'Histoire Sociale de la Métallurgie CGT est enfin une réalité. Il doit permettre aux militants de se plonger dans les luttes des travailleurs de notre fédération. L'histoire est faite de tous les événements qui, dans un contexte bien précis, ont marqué une époque donnée. Permettre de les redécouvrir, c'est important aujourd'hui.

Ainsi, en matière de garanties collectives, ne faut-il pas chercher à comprendre pourquoi nous n'avons pas jusqu'ici réussi à aboutir à une convention collective nationale?

Aujourd'hui, cette question de la convention collective nationale est posée à tous les métallurgistes et notre Fédération est à nouveau engagée dans cette bataille à partir des orientations décidées au 36^e congrès.

Dès lors, il apparaît que l'Institut est tout indiqué pour mettre à la disposition de tous les militants les éléments propres à comprendre ce qui s'est passé, les obstacles rencontrés, les échecs mais aussi les acquis qui ne sont pas négligeables.

Nous ne pouvons pas ignorer que les conventions et garanties qui existent actuellement dans la métallurgie au niveau des départements et des groupes sont le fruit des luttes des métallurgistes et des moments

unitaires forts comme ceux de 1936, 1945 ou 1968.

Le projet d'organiser l'an prochain un colloque européen sur l'histoire des garanties sociales des travailleurs en Europe sera l'occasion d'échanger nos expériences et d'évoquer ce qu'ont été nos luttes pour la conquête des droits sociaux et économiques..

Dans cette perspective, il est nécessaire que l'Institut devienne



l'affaire de tous les syndicats de la métallurgie. Chacun d'eux a son histoire, ses archives qui témoignent des luttes des hommes et des femmes qui y ont participé.

Mettre en mouvement cette histoire nécessite de faire appel à leur mémoire et d'organiser la recherche. Des rencontres, des débats sont nécessaires. Les camarades compétents en la matière sont beaucoup plus nombreux qu'on ne pourrait le penser.

Rappelons qu'actuellement nous en sommes parvenus à 110 adhésions individuelles et collectives et que nous voudrions parvenir à l'adhésion des syndicats, C.E et organisations de la Métallurgie.

Alors à chacune et à chacun à aider à la réalisation de ces objectifs.

Bernard Lamirand

Nos présidents d'Honneur

En choisissant Rol Tanguy, Roger Linet comme présidents d'honneur de notre Institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie, nous voulons honorer tous nos anciens qui sont les acteurs de nos conquêtes sociales et de notre syndicalisme d'aujourd'hui. **Hubert Doucet**



Henri Rol-Tanguy, né en 1908.

En 1925, il est ouvrier métallurgiste chez Renault à Billancourt, il sera licencié suite à la grève de mai 1926. Il crée le syndicat CGTU chez Bréguet en 1934. En Octobre 1936 il est élu et permanent du **syndicat des travailleurs de la métallurgie de la Seine**. Combattant des Brigades internationales en Espagne, l'un des organisateurs des Comités populaires, de l'OS⁽¹⁾, des FTP⁽²⁾, dans la région parisienne, en juin 1944 chef régional FFI⁽³⁾ de l'Ile de France, puis colonel de l'armée d'active de 1945 jusqu'à sa retraite en 1962. Coprésident de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR), Henri Rol-Tanguy est Compagnon de la Libération et Grand Officier de la Légion d'honneur.

(1) Organisation Spéciale; (2) Francs-tireurs et partisans; (3) Forces Françaises de l'Intérieur.



Les soldats de l'armée populaire républicaine espagnole



Le Colonel Rol

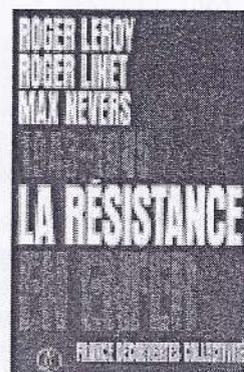


Roger Linet, né le 7 mars 1914 dans le Nivernais de parents ouvriers, arrive à Paris en 1932, à dix-huit ans, avec deux CAP, celui d'ajusteur et de tourneur. Il se syndique en septembre 1933 à la **CGTU**, dans le XI^e arrondissement, et adhère au Parti communiste début 1934. En 1936, élu secrétaire du syndicat des métaux du XI^e, il devient permanent. En 1939, il est secrétaire de l'**Union régionale de la métallurgie**.

Commissaire de l'interrégion **FTP d'Ile de France**, il tombe entre les mains des Brigades spéciales de Pétain qui le livrent à la Gestapo en janvier 1943. Il est incarcéré puis **déporté au camp de Natzwiller-Struthof...**

Après la Libération, il est fondateur et **secrétaire général du syndicat CGT de Renault Billancourt**, à partir de 1947 membre du Comité exécutif de la Fédération des métaux, en 1956 membre du Comité central du Parti communiste. Dans les années soixante-dix directeur du Centre Suzanne Masson, puis **Président de l'Union fraternelle des métallurgistes**.

Roger Linet, à entrepris l'écriture de son engagement militant que vous pouvez commander à l'Institut.



L'agenda du métallos

(classement de janvier à décembre des dates anniversaires en 2001)



26 janvier 1951

Le gouvernement décrète la dissolution de la FSM, de la Fédération Internationale des Femmes et de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique au lendemain de la visite du Général Eisenhower.

28 janvier 1901

Naissance d'Ambroise Croizat à Notre Dame de Briançon en Savoie.

11 février 1951

Mort d'Ambroise Croizat à l'Hôpital Foch de Surresnes.

3 mars 1951

A l'issue des travaux du Conseil National de la Fédération des métaux CGT, les délégués ont élu, à l'unanimité, Jean Breteau pour succéder à Ambroise Croizat au secrétariat général.

7 mars 1911

La grande militante socialiste Clara Zétkin propose que le 7 mars soit la " journée Internationale des Femmes ".

18 mars 1871

Le peuple armé s'empare de l'Hôtel de Ville, à Paris, après une provocation de Thiers : prémice de la Commune.

22 mars 1951

Les américains autorisent Krupp à agrandir ses usines et à fabriquer des aciers pour armements.

18 avril 1951

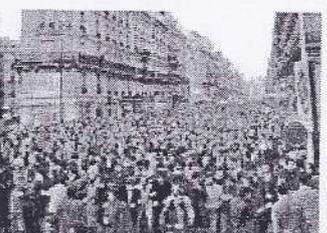
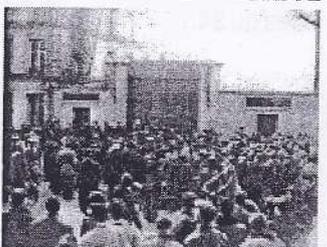
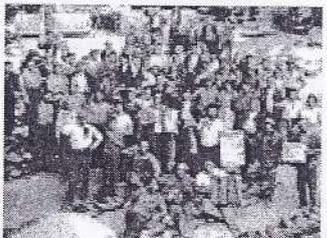
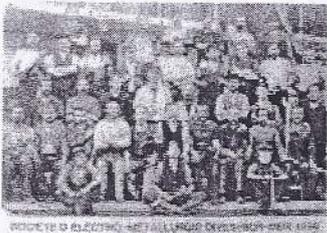
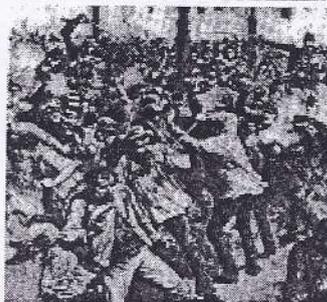
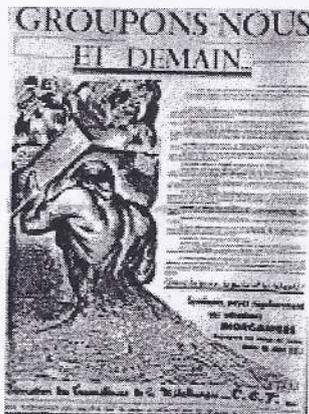
Signature à Paris du Plan Schumann, avant ratification des Parlementaires.
Son application se heurtera à l'action des métallogistes....

17 mai 1941

Premiers contacts en vue de la reconstitution de l'unité syndicale qui doit rendre victorieuse la grève générale et l'insurrection nationale préparées par les luttes revendicatives.

Un an s'écoule encore jusqu'à la réalisation de l'unité (Accords du Perreux).

Benoît Frachon développe l'idée de la création des Comités Populaires pour la lutte revendicative et patriotique.



28 mai 1871

Fin de la Commune : 100 000 victimes dont 35 000 morts. Parmi les seuls condamnés : 2 664 serruriers mécaniciens, 347 tourneurs, 227 ferblantiers, 224 fondeurs, 172 horlogers, 15 monteurs..., plusieurs milliers d'ouvriers et artisans métallogistes.

22 juin 1941

L'armée d'Hitler envahit l'URSS.

6 juillet 1951

Le Bureau Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale lance, de Vienne, un appel aux travailleurs du monde pour qu'ils signent en masse pétitions et motions pour un pacte de paix entre les cinq grandes puissances.

14 juillet 1941

Manifestation patriotique : le sang ouvrier rougit les pavés de Paris.

20 septembre 1941

Douze patriotes tombent sous les balles nazies. Parmi eux, Georges Pitard, avocat, qui collabora de 1937 à 1939 au " Guide du Métallurgiste " en apportant sa documentation juridique et ses conseils éclairés dans " Le droit ouvrier ". Ils sont fusillés au Mont-Valérien où, de 1940 à 1944, plus de 5 000 martyrs connurent la même fin tragique.

4 octobre 1941

Pétain promulgue la " Charte du Travail ", laquelle n'est réalisée que sur le papier.
Un obstacle insurmontable : la classe ouvrière.

22 octobre 1941

27 patriotes sont fusillés à Châteaubriant par les nazis. Parmi eux : Jean-Pierre Timbaud, secrétaire du syndicat des métaux de Paris.

25 octobre 1941

En signe de protestation contre les massacres de Châteaubriant, de Nantes et de Bordeaux, la grève est déclenchée par les métallos de l'Arsenal de Brest qui paralyse, pendant deux jours, la marine de guerre d'Hitler.

19 décembre 1911

Proclamation de la République Chinoise.



Nous avons reçu des syndicats

Depuis la création de l'IHS CGT métallurgie,

■ L'histoire de la lutte des métallos de la société Foga dès sa création en 1920 à sa liquidation en 1966 (4 volumes) par le syndicat des retraités des métaux de Béziers.



FOUGA son histoire

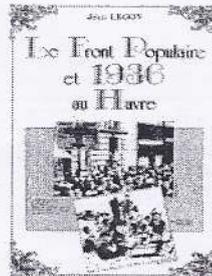


■ Une plaquette éditée par les UL CGT du Pays de Montbéliard retraçant les luttes de 1968.

■ Une plaquette sur les 100 ans du syndicat CGT à Baulieu (Doubs).



■ Le front populaire et 1936 au Havre par Jean Legoy.



■ Le dossier de propositions industrielles et sociales du syndicat CGT de chez Caillard SA Le Havre.



■ Le livre d'Elie Dayan retrace 50 ans de militantisme



■ Une plaquette de l'IHS CGT de Seine Maritime "Regards sur mai 68 au Havre et sa région".



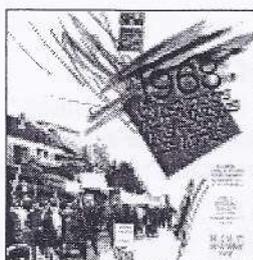
■ Une plaquette sur les 50 ans du CE de l'usine Mazeline Dresser.



■ 100 ans de présence de la CGT dans le 10^e Arrt de Paris par Denise Coupé et l'UL du 10^e.



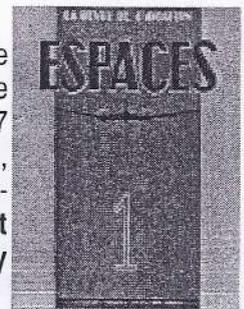
■ Une plaquette sur 1936 à La Ciotat par Joseph Carmagnolle.



■ Une plaquette 1968 sur le Val de Marne par les archives départementales du 94.



■ La "revue de l'aviation", du n°1 de janvier 1946 au n°17 de février 1948, éditée par le Ministère, donnée par M et M^{me} Berthiers Lamy



à Pierre Robin et Alain Glagroux et l'UD CGT du Lot et Garonne pour leur contribution à l'histoire du syndicalisme en Lot et Garonne.

Un 1er tome paru en 1995 et le 2e tome en 1999 sous le titre "Mémoires et traditions ouvrières".

Pierre Robin a 47 ans. Il enseigne l'histoire-géographie au L.P. Jacques de Romas de Nérac.

Auteur de plusieurs articles d'histoire locale, parus dans différentes revues, il est l'un des animateurs de la Société des Amis du Vieux Nérac.

Il est Administrateur à l'Institut CGT d'Histoire Sociale d'Aquitaine. Il milite à la CGT depuis 1973.

Alain Glagroux a 39 ans. Il est ouvrier cariste à Tonneins.

Il est Président de "La Mémoire du Fleuve", bulletin d'étude et de recherche sur l'histoire de Tonneins et du Tonneinçais. Il est vice-président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale d'Aquitaine.

Secrétaire syndical, il milite à la CGT depuis 1982.

A commander à l'UD CGT - Bourse du Travail - 36 rue Montesquieu - 47000 Agen



La Commune a 130 ans...



L'histoire de la Commune de Paris de 1871 mais aussi en province constitue un moment très particulier de l'histoire de notre pays et un événement original de portée mondiale. Ni légende, ni modèle, elle continue à susciter des passions de par les objectifs qu'elle se fixait : « Bâtir un nouveau monde ». « A bas la délégation de pouvoir et la bureaucratie ». « Une œuvre sociale d'avant garde ». « Place aux femmes vers plus d'égalité ». « Les étrangers citoyens à part entière »...

CHRONOLOGIE

DATE	PAYS	PARIS	PROVINCE
1870			
Juillet		Déclaration de guerre	
Août	Défaites à : Wissembourg, Forbach	Manifestations populaires Echec coup de main blanquiste de la Villette Etat de siège	Manifestation au Creusot Tentative de Commune à Marseille Commune à Lyon
Septembre	Défaite à Sedan Report des élections législatives Début du siège par les Prussiens	Proclamation de la République Le gouvernement nomme la municipalité La Garde nationale et le Comité des 20 arts demandent l'élection d'une Commune	Proclamation de la République et installation de Comités de salut publie à Lyon et à Marseille Arrivée de Bakoumine à Lyon Proclamation de la Commune au Creusot
Octobre		Echec de la manifestation réclamant le départ du gouvernement	Manifestation à Marseille Création de la Ligue du Midi
Novembre	Défaites de l'armée française	Référendum favorable au gouvernement Election du Conseil municipal favorable au gouvernement	Commission révolutionnaire à Marseille Tentative d'insurrection à Lyon
Décembre	Ecrasement de l'armée française	Les maires réclament des mesures militaires plus efficaces	Dissolution de la Ligue du Midi Tentative d'émeute à Lyon
1871			
Janvier	Armistice	Manifestation échoue, les clubs sont fermés	Défaites de toutes les armées de province
Février	Préliminaires de paix Elections législatives Assemblée à Bordeaux Suppression solde des gardes nationaux	La Garde nationale soustrait les canons aux Prussiens et à Thiers	Démission de Gent, préfet des Bouches-du-Rhône
Mars	Moratoire des loyers et échéances abrogé. Thiers demande des volontaires contre Paris	Election du Comité central de la Garde nationale Début Commune à Montmartre Election à la Commune Proclamation solennelle de la Commune	Communes à : Lyon (début, fin) Marseille (début) Toulouse (début, fin) Narbonne (début, fin) Saint-Etienne (début, fin)
Avril	Mac-Mahon général en chef Loi municipale Elections municipales	Election complémentaire Déclaration au peuple français Francs-maçons à Versailles	Fin de la Commune à Marseille A Bordeaux proposition du congrès des villes républicaines
Mai	Congrès de Bordeaux interdit Signature de la paix	1er et 2è Comités de salut public Semaine sanglante Fin de la Commune	Congrès municipalités radicales à Lyon

Si vous faites partie des passionnés, l'Association « Les amis de la Commune de Paris »
46 rue des Cinq Diamants, 75013 Paris, tél. : 01.45.81.60.54
sera heureuse de répondre à vos attentes.



Le Conseil d'administration élu

BLOSSE Jacques

BONNIERBALE Marie-Madeleine

CADET Jean

CARE Jean-François

CHAVROT Lucien

DAUBA Michel

DELABRE René

DELVALEZ Jean-Pierre

DOUCET Hubert

ELBAZ Jean-Pierre

GIRARD Paul

HALBEHER Aimé

KREMER Jean-Claude

LAMIRAND Bernard

MAGRE René

MARGER Pierre Louis

NOVARINI Christian

SEGUI Alain

STERN Alain

TAVERNIER Pierre

TREGARO Jacques

TRONCHON Henri

Les initiatives

Réunion des anciens le 26 avril

Opinions émises :

"Les anciens ont beaucoup à apporter, nous devons tout entreprendre pour favoriser leur contribution, en faisant sortir les éléments de vie et d'actions des tiroirs et des mémoires."

"Rendre les archives vivantes en développant le contexte de la période, les débats qui ont eu lieu, le pourquoi des objectifs retenus, les obstacles, les avancées."

"Travailler des thèmes concrets qui peuvent servir à la réflexion d'aujourd'hui : les conditions de travail, la bataille des OS (ouvriers spécialisés), les classifications..."

"Travailler également sur des périodes, ouvrir des débats à

ceux qui n'ont pas souvent la parole, créer des événements et initiatives sur les départements pour que l'histoire soit dans les moments présents."

"Les coopérations avec les historiens, les universitaires doivent se réaliser dans une conception mutuellement enrichissante, sans esprit de suffisance."

"Les bulletins doivent permettre de faire connaître tout cela et être porteur de témoignages ouvrant des débats."

"Contribuer à construire des liens qui fassent continuer l'engagement militant des femmes et des hommes avec les différentes générations."

La commune aux métallos

Une exposition sur la Commune s'est tenue du 11 au 20 mai 2001 à la Maison des Métallurgistes 94, rue Jean-Pierre Timbaud à Paris

Avec l'Union fraternelle des Métallurgistes, les Amis de la Commune, les associations d'habitants de l'Est parisien, regroupées dans le « Comité métallos », l'Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie ont coopérées pour la présentation de la

nouvelle très belle exposition réalisé par les Amis de la Commune. Elle présente, en quinze panneaux agrémentés de nombreuses illustrations, l'histoire de la Commune, ses origines, son œuvre, sa postérité historique et sociale.

*Vous pouvez la louer auprès des "Amis de la Commune de Paris"
46, rue des Cinq diamants 75013 Paris*

Repas fraternel de la Fédération

Vue sur les participants au repas fraternel de la Fédération le 26 Avril 2001



NOS ARCHIVES



Le travail effectué en collaboration avec le Centre confédéral d'archives syndicales nous permet aujourd'hui de disposer d'un rangement

- de la totalité des publications fédérales de l'origine à nos jours (journaux, périodiques et brochures),
- des comptes-rendus de congrès
- des conférences nationales, (Femmes, Employés..)
- les procès verbaux du secrétariat fédéral datés et classés,
- des relations et interventions sur les luttes des syndicats par branche d'industries (en cours de classement) les grands groupes (automobile, sidérurgie, électromécanique),
- des productions par « secteurs d'activités » (orga/comptabilité, propagande, politique revendicative/LDAJ, SNCIM/UFICT, UFR, Education),
- des dossiers des secrétaires de la fédération et correspondances,
- du secrétariat général dont certaines sont classés,
- des archives de l'UIS métaux,
- une collection de plusieurs centaines de photos classées en grandes périodes.

Par un 1er sondage, nous avons connaissance de l'existence de certains fonds d'archives.

■ de groupes :

- Thomson,
- Usinor,
- Renault,
- Alstom,
- La Ciotat,
- Snecma,

■ régions/USTM :

- Nord/Pas de Calais,
- Seine et région parisienne
- Les UFM,
- Lorraine (notamment le 54 avec ses archives classées),
- Rhône Alpes,
- Aquitaine,

■ industries :

- réparation navale,
- syndicat national du bijou
- Aéronautique.

L'IHS a besoin de volontaires pour la Fédération et sur les départements, pour préserver, classer et archiver



Adhésions

Syndicat - UL - USTM - CC - 500 francs
moins de 50 adhérents 120F minimum
CGT Individuel : 120 francs
Hors CGT Individuel : 250 francs

Organisme - Association - Bibliothèque : 500 francs
Etudiant Individuel: 100 francs
Rédiger le chèque à l'ordre de :

"Institut CGT d'Histoire sociale de la métallurgie"

Pierre Tavernier FTM CGT - Case 433 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
Cette adhésion inclus "les Cahiers de l'histoire de la Métallurgie".



Nous sommes de par notre propre connaissance des réalités de l'activité syndicale et notre vécu syndical dans l'entreprise souvent plus aptes que certains professionnels au traitement des archives.

Cependant nous avons plusieurs handicaps à surmonter qui tiennent au fait essentiel que pour les militants syndicaux de la fédération, l'histoire se conjugue au présent. Notre mémoire collective se transmet dans et par l'action au jour le jour en prenant appui sur l'expérience.

S'attaquer au problème des archives syndicales suppose une vision claire de l'utilité pour chaque organisation. Tout ce qui a été et est produit par les hommes et femmes a son importance pour l'avenir.

Cette activité dans "l'IHS de la métallurgie" se propose à la fois d'aider chaque camarade à qui le syndicat confie cette tâche et d'organiser des sessions de formations qui permettent de surmonter les obstacles et de gagner en efficacité dans cette responsabilité.

Il s'agit bien de construire ensemble un plan d'archives syndicales pour chaque organisation partant du syndiqué et ses propres rapports avec son environnement social.

Lors de notre assemblée de nombreuses questions sont venues sur la gestion des archives syndicales et nous entendons les traiter toutes notamment dans cette rubrique régulière.

La 1ère question étant, bien entendue, qu'il nous faudra du temps pour partager des règles communes et établir toutes les

coopérations nécessaires avec les IHS régionales et départementales existantes ou en construction.



Fiche pratique n°1

Il s'agit ici de s'approprier un certains nombres de conceptions techniques avec lesquelles vous serez confrontés.

Qu'est-ce que constituent les archives ?

L'archive, c'est un document, quelle que soit sa date, sa forme et son support matériel, produit ou reçu, par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de son activité.

Cette définition légale (Loi N°79-18 du 3 janvier 1976) nous permet de distinguer d'une part les archives publiques (notion issue de la Révolution française de 1789) et les archives privées.

Les archives publiques sont constituées :

- 1 - des documents produits dans l'activité de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics,
- 2 - des documents produits par l'activité des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public,
- 3 - les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels.

Les archives privées sont :

l'ensemble des documents qui n'entrent pas dans la définition ci-dessus relative aux archives publiques. Les archives d'une maison de commerce ou d'une entreprise industrielle, celles d'un syndicat, d'un parti politique ou d'une association, celles d'une famille ou d'un individu constituent des archives privées. C'est donc dans ce cadre juridique que se situent les archives de la CGT, du niveau confédéral à celui d'une section syndicale.

Les archives ont un âge. Cette notion est fondamentale pour mesurer toute l'importance pour établir la constitution d'un plan d'archives où il appartient à chacun de discerner ses méthodes de tri, de conservation et de valorisation. Ce sera l'objet de la fiche n°2.